LEGISLATIE - WETGEVING
L
05-06-1984
Toegezonden aan de M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 17 mai 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant octroi d'une prime d'arrêt définitif pour le retrait de bâtiments de l'exercice de la pêche maritime", a donné le 22 mai 1984 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 17e mei 1984 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit"houdende toekenning van een beëindigingspremie voor het onttrekken van vaartuigen aan de zeevisserijactiviteit", heeft de 22e mei 1984 het volgend advies gegeven

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif à l'octroi d'une prime d'arrêt définitif pour les bâtiments retirés de l'activité de la pêche maritime".

PREAMBULE.

Conformément à l'usage, il convient de viser l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche, avec toutes les modifications encore en vigueur qu'il a subies.

L'alinéa 5 du préambule devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche, modifié par les arrêtés royaux du 5 août 1968, du 21 décembre 1982 et du 16 août 1983;".

Conformément à la terminologie de l'article 7.1 de la directive du Conseil des Communautés européennes du 4 octobre 1983 (83/515/CEE), il y a lieu, à l'alinéa 7 du préambule, de viser la "décision", et non l'accord, de la Commission des

.../...

Communautés européennes. Si le Gouvernement souhaitait insister sur l'absence d'objection, il pourrait viser la "décision favorable" de la Commission.

DISPOSITIF.

REMARQUE PREALABLE.

La compétence de l'actuel ministre des Communications en matière de postes, télégraphes et téléphones n'est pas en cause dans le projet. Il conviendrait donc, aux articles 1er, 4, 5, 7, 9, 11, 12 et 14 du projet,de mentionner simplement "le Ministre des Communications".

Article 1er.

Le terme d'"assainissement", appliqué à la flotte de pêche maritime, est incorrect.

D'une manière plus générale, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

En vue d'adapter les capacités de production de la flotte de pêche maritime aux possibilités de capture, le Ministre des Communications peut octroyer, aux conditions ci-après, à des personnes physiques ou morales, propriétaires d'un ou de plusieurs bâtiments de pêche belges, une prime d'arrêt définitif pour ceux de leurs bâtiments qui sont retirés de l'activité de la pêche maritime".

.../...

Article 2.

Le début de l'article est rédigé de manière inexacte. En effet, c'est avant d'avoir "fait l'objet d'une prime d'arrêt définitif" que le bâtiment doit être retiré de l'activité de la pêche maritime. L'article 8 de l'arrêté en projet dispose, d'ailleurs, que la prime est payée après production de la preuve du retrait.

Il est, dès lors, proposé, de l'accord du fonctionnaire délégué, que la règle figurant à l'article 2 du projet soit insérée dans l'article 8 sous la forme d'un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Le retrait définitif du bâtiment est réalisé soit par la démolition du bâtiment, soit par le transfert définitif du bâtiment dans un Etat qui n'est pas membre de la Communauté européenne, soit par l'affectation du bâtiment, dans les eaux de la Communauté européenne, à des fins autres que la pêche maritime".

L'article 2 étant ainsi supprimé, la numérotation des articles suivants devra être modifiée en conséquence.

Article 3 (devenant l'article 2).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article (2).-

Les demandes de prime ne sont prises en considération que lorsque les conditions suivantes sont réunies :

.../...

1° la longueur du bâtiment entre perpendiculaires doit être de 12 mètres au moins;

2° le bâtiment doit avoir eu une activité de pêche pendant au moins cent jours;

3° le bâtiment doit avoir été inscrit sur la liste officielle des bâtiments de pêche belges durant les cinq années précédant la demande d'octroi de la prime".

Article 4 (devenant l'article 3).

En disposant, dans l'alinéa 2, que "la validité des demandes échoit le 31 décembre de l'année civile", le projet entend indiquer, selon les explications du fonctionnaire délégué, que les demandes qui n'ont pu être satisfaites le 31 décembre, sont périmées.

La rédaction suivante est proposée :

"Les demandes d'octroi d'une prime d'arrêt définitif doivent être introduites, auprès du Commissaire maritime, au plus tard le 30 avril, au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par le Ministre des Communications.

Les demandes qui n'ont pu être satisfaites le 31 décembre de l'année au cours de laquelle elles ont été introduites, sont périmées".

.../...

Article 5 (devenant l'article 4).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas en quoi les moyens budgétaires peuvent exercer une influence sur l'ordre de classement.

Par ailleurs, il serait préférable d'écrire "chaque année, avant le 30 juin" au lieu de "avant le 30 juin de l'année civile"

Article 7 (devenant l'article 6).

Le texte suivant est proposé :

"Article 6.-

Dans les limites des crédits qu'il a à sa disposition, le Ministre des Communications octroie les primes d'arrêt définitif en suivant l'ordre du classement visé à l'article (4)".

Article 9 (devenant l'article 8).

L'article 9 du projet prévoit l'intervention d'une association sans but lucratif, le "Fonds tot behoud en vernieuwing van de rederijen ter zeevisserij", tant pour le paiement des primes d'arrêt définitif que pour la perception des primes qui auraient été allouées (1) et qui devraient être ultérieurement remboursées par les bénéficiaires. De tels remboursements pourraient avoir lieu par application de l'article 10

.../...

(1) Aussi bien les primes qui auront été allouées sur base de l'arrêté en projet que les primes qui auraient été accordées antérieurement, par application de l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche.

qui oblige les propriétaires des navires pour lesquels une prime a été payée, à restituer ladite prime si les conditions fixées par l'article 2 (devenant 7) ne sont pas respectées. C'est encore cette association sans but lucratif qui est chargée de percevoir les "remboursements communautaires" (article 9 de la directive du Conseil du 4 octobre 1983 concernant certaines actions d'adaptation des capacités dans le secteur de la pêche, 83/515/CEE), c'est-à-dire l'intervention de la Communauté dans le financement du système des primes d'arrêt définitif.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas sur quelle base juridique les paiements et les remboursements pourraient se faire par l'intermédiaire de cette association sans but lucratif.

L'association sans but lucratif "Fonds tot behoud en vernieuwing van de rederijen ter zeevisserij" ne peut agir, comme le prévoit le projet, "au nom du Ministre des Communications et des P.T.T.". Le créancier des remboursements, comme le débiteur des primes, n'est d'ailleurs pas le Ministre des Communications, mais l'Etat belge. L'association "Fonds tot behoud en vernieuwing van de rederijen ter zeevisserij" possède, en vertu de la forme juridique qui lui a été donnée, la personnalité juridique. Dès lors, si elle verse des primes, même si c'est à l'aide de montants qui lui ont été transférés par l'Etat, elle effectue ce versement au moyen de fonds qui sont entrés dans son patrimoine et qui ne sont déjà plus des "deniers de l'Etat" (au sens de l'article 6 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat). De même, si l'asso-

.../...

ciation perçoit certains remboursements, les sommes qui lui sont versées entrent dans son patrimoine et n'entreront dans celui de l'Etat que par une opération ultérieure de transfert.

Le rôle que l'arrêté attribue à l'association "Fonds tot behoud en vernieuwing van de rederijen ter zeevisserij" n'est apparemment pas simplement celui d'agent payeur et d'agent percepteur pour compte de l'Etat. Le deuxième alinéa de l'article 9 prévoit que non seulement les fonds mis à la disposition de l'association, mais aussi les remboursements qui lui auront été faits, "seront utilisés exclusivement pour le paiement des primes approuvées par le Ministre des Communications et des P.T.T.". Telle qu'elle est rédigée, cette disposition ne fait pas apparaître que les remboursements de primes effectués par les propriétaires de navire et les versements provenant de la Communauté économique européenne seraient transmis au Trésor.

En son dernier alinéa, l'article 9 porte que ses dispositions concernant les remboursements "ne font pas préjudice à l'article 3, alinéa premier, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat". La disposition à laquelle il est ainsi fait référence, prévoit que "l'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses", c'est-à-dire qu'en principe, les recettes ne peuvent recevoir directement une affectation au paiement de certaines dépenses.

.../...

L'affirmation du dernier alinéa de l'article 9 ne suffit évidemment pas à rendre les deux alinéas précédents conformes à la législation sur la comptabilité de l'Etat. Cette affirmation est, au surplus, tout à fait inutile, puisque l'arrêté royal en projet ne saurait, en aucun cas, "porter préjudice", c'est-à-dire déroger, à des dispositions légales ou dispenser de les respecter.

En réalité, l'article 9 est contraire au principe de l'universalité du budget de l'Etat exprimé par l'article 115, alinéa 2, de la Constitution et au principe de l'unité de caisse, ainsi qu'à plusieurs dispositions des lois sur la comptabilité de l'Etat.

Le système de l'article 9 du projet est encore contraire à l'article 6 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat qui prévoit que "la perception des deniers de l'Etat ne peut être effectuée que par un comptable du Trésor, et en vertu d'un titre légalement établi".

Le paiement des primes d'arrêt définitif et la perception des remboursements opérés par les bénéficiaires, ainsi que la perception des remboursements effectués par la Communauté économique européenne, prévus par l'article 9, sont donc incompatibles avec les dispositions de l'article 115 de la Constitution et les dispositions de la législation sur la comptabilité de l'Etat indiquées ci-dessus.

.../...

Le système de l'article 9 comporte d'ailleurs apparemment des lacunes dans la mesure où il ne précise pas comment et par qui seront supportés les frais de perception, notamment dans le cas où la perception de certaines recettes exigera une action judiciaire, ni comment il pourra être décidé que certaines créances de remboursement pourront être déclarées irrécupérables.

Force est donc de constater que l'article est dépourvu de base légale.

Article 10 (devenant l'article 8).

Le texte doit être adapté au déplacement de la règle portée par l'article 2 du projet.

Article 11 (devenant l'article 9).

Les articles 4 et 5 (devenant les articles 3 et 4) ne fixent pas des délais mais des dates. Il serait donc plus exact d'écrire "les dates fixées aux articles (3) et (4) peuvent être reportées par le Ministre des Communications".

Article 12 (devenant l'article 10).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 12.-

L'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche, modifié par les arrêtés royaux du 5 août 1968, du 21 décembre 1982 et du 16 août 1983, est abrogé. Les articles 6, 7 et 8 restent toutefois applicables aux primes de démolition accordées par le Ministre des Communications avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de toekenning van een beëindigingspremie voor de vaartuigen die onttrokken worden aan de zeevisserijactiviteit".

AANHEF.

Zoals gebruikelijk is, moet naar het koninklijk besluit van 29 november 1961 houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen worden verwezen, met alle wijzigingen die het heeft ondergaan en die nog van kracht zijn.

Het vijfde lid van de aanhef zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1961 houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 augustus 1968, 21 december 1982 en 16 augustus 1983;".

Overeenkomstig de terminologie van artikel 7.1 van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 4 oktober 1983 (83/515/EEG), verwijze men in het zevende lid van de aanhef niet naar het "akkoord" maar naar de "beslissing" van de Commissie van de Europese Gemeenschappen. Wenst de Regering te beklemtonen dat er geen bezwaar is gemaakt dan zou ze kunnen verwijzen naar de "gunstige beslissing" van de Commissie.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De bevoegdheid van de huidige Minister van Verkeerswezen inzake posterijen, telegrafie en telefonie komt in het ontwerp niet aan de orde. In de artikelen 1, 4, 5, 7, 9, 11, 12 en 14 van het ontwerp vermelde men dus zonder meer "de Minister van Verkeerswezen".

Artikel 1.

De term "sanering", betrokken op de zeevisserijvloot, is onjuist.

Meer in het algemeen zou het artikel beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Ten einde de produktiecapaciteit van de zeevisserijvloot aan te passen aan de vangstmogelijkheden, kan de Minister van Verkeerswezen, onder de hierna bepaalde voorwaarden, aan natuurlijke of rechtspersonen die eigenaar zijn van een of meer Belgische vissersvaartuigen, een beëindigingspremie toekennen voor die van hun vaartuigen welke aan de zeevisserijactiviteit worden onttrokken".

Artikel 2.

Het begin van het artikel is niet juist geredigeerd. Het vaartuig moet immers aan de zeevisserijactiviteit onttrokken zijn vooraleer er "een beëindigingspremie voor wordt toegekend". Artikel 8 van het ontworpen besluit bepaalt trouwens dat de premie wordt uitbetaald na overlegging van het bewijs van de onttrekking.

.../...

Met instemming van de gemachtigde ambtenaar wordt derhalve voorgesteld de regel die voorkomt in artikel 2 van het ontwerp in te voegen in artikel 8, in de vorm van een als volgt geredigeerd tweede lid :

"De definitieve onttrekking van het vaartuig komt tot stand hetzij door sloping van het vaartuig, hetzij door definitieve overbrenging van het vaartuig naar een Staat die geen lid is van de Europese Gemeenschap, hetzij door bestemming van het vaartuig in de wateren van de Europese Gemeenschap, voor andere doeleinden dan de zeevisserij".

Aangezien artikel 2 dan vervalt, moeten de daaropvolgende artikelen dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel (2).-

De premieaanvragen komen slechts in aanmerking wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de lengte van het vaartuig moet ten minste 12 meter tussen de loodlijnen bedragen;

2° met het vaartuig moet ten minste honderd dagen gevist zijn;

3° het vaartuig moet gedurende de vijf jaren die aan de premieaanvraag voorafgaan, ingeschreven geweest zijn op de officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen".

.../...

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Door in het tweede lid te bepalen dat "de geldigheid van de aanvragen vervalt op 31 december van het kalenderjaar", wil het ontwerp, volgens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen, aangeven dat aanvragen die op 31 december nog niet konden worden ingewilligd, vervallen zijn.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De aanvragen tot het verkrijgen van een beëindigingspremie moeten uiterlijk 30 april bij de Waterschout worden ingediend door middel van een formulier waarvan het model wordt vastgesteld door de Minister van Verkeerswezen.

De aanvragen die op 31 december van het jaar waarin ze werden ingediend, niet konden worden ingewilligd, zijn vervallen".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Het is de Raad van State niet duidelijk in welk opzicht de begrotingsmiddelen de rangschikking kunnen beïnvloeden.

Voor het overige zou het verkieslijk zijn te schrijven "ieder jaar, vóór 30 juni, in gezamenlijk overleg ..." in plaats van "in gezamenlijk overleg uiterlijk voor 30 juni van het kalenderjaar".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 6.-

Binnen de grenzen van de kredieten waarover hij beschikt, kent de Minister van Verkeerswezen de beëindigingspremies toe volgens de in artikel (4) bedoelde rangschikking".

Artikel 9.

Artikel 9 van het ontwerp bepaalt dat een vereniging zonder winstoogmerk, het Fonds tot behoud en vernieuwing van de rederijen ter zeevisserij zowel voor de uitbetaling van de beëindigingspremies optreedt als voor de inning van eventueel toegekende premies (1) die later zouden moeten worden terugbetaald door degenen die ze hebben ontvangen. Zodanige terugbetalingen zouden gedaan kunnen worden op grond van artikel 10, dat de eigenaars van schepen waarvoor een premie is uitbetaald, tot terugbetaling van de premie verplicht als de bij artikel 2 (dat artikel 7 wordt) gestelde voorwaarden niet zijn vervuld. Ook die vereniging zonder winstoogmerk is het die belast is met de inning van de "vergoedingen door de Gemeenschap" (artikel 9 van de richtlijn van de Raad van 4 oktober 1983 inzake bepaalde acties voor de aanpassing van de capaciteit in de visserijsector, 83/515/EEG), dit wil zeggen de tegemoetkoming van de Gemeenschap in de financiering van de regeling inzake beëindigingspremies.

Het is de Raad van State niet duidelijk op welke juridische gronden de betalingen en terugbetalingen door toedoen van die vereniging zonder winstoogmerk zouden kunnen geschieden.

.../...

(1) Zowel de premies die op basis van het ontwerp-besluit zullen zijn toegekend als de premies die vroeger, ter voldoening aan het koninklijk besluit van 29 november 1961 houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen zouden zijn verleend.

De vereniging zonder winstoogmerk "Fonds tot behoud en vernieuwing van de rederijen ter zeevisserij" kan niet, zoals het ontwerp bepaalt, "in naam van de Minister van Verkeerswezen en P.T.T." handelen. Degene die de terugbetalingen te vorderen heeft, evenals degene die de premies verschuldigd is, is trouwens niet de Minister van Verkeerswezen maar de Belgische Staat. De vereniging "Fonds tot behoud en vernieuwing van de rederijen ter zeevisserij" bezit krachtens de juridische vorm die haar gegeven is, rechtspersoonlijkheid. Als zij premies uitbetaalt, zelfs al is het door middel van bedragen die de Staat haar heeft overgedragen, doet zij die uitbetaling dus met gelden die in haar vermogen zijn overgegaan en niet langer "'s lands penningen" zijn (in de zin van artikel 6 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit). Evenzo komen, als aan de vereniging terugbetalingen worden gedaan, de gestorte bedragen in haar vermogen te liggen en gaan zij pas ten gevolge van een latere overdracht over in het vermogen van de Staat.

De rol die het besluit aan de vereniging "Fonds tot behoud en vernieuwing van de rederijen ter zeevisserij" toebedeelt, is blijkbaar niet alleen die van een instantie welke betalingen en inningen verricht voor rekening van de Staat. Het tweede lid van artikel 9 bepaalt dat niet alleen de ter beschikking van de vereniging gestelde gelden maar ook de gelden die haar zullen zijn terugbetaald "uitsluitend aangewend (zullen) worden voor de betaling van de door de Minister van Verkeerswezen en P.T.T. goedgekeurde premies". Zoals de bepaling geredigeerd is, blijkt er niet uit dat de door eigenaars van schepen terugbetaalde premies en de van de Europese Gemeenschap afkomstige stortingen aan de Schatkist zouden worden overgedragen.

.../...

In het laatste lid van artikel 9 wordt gesteld dat de bepalingen ervan omtrent de terugbetalingen "geen afbreuk (doen) aan artikel 3, eerste lid, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit". De bepaling waarnaar zodoende verwezen wordt schrijft voor dat "de gezamenlijke ontvangsten bestemd (zijn) voor de gezamenlijke uitgaven", dit wil zeggen dat de ontvangsten in beginsel niet rechtstreeks voor de betaling van bepaalde uitgaven mogen worden bestemd.

Hetgeen in het laatste lid van artikel 9 verklaard wordt, is uiteraard niet voldoende om de vorige twee leden in overeenstemming met de wetgeving op de Rijkscomptabiliteit te brengen. Die verklaring is overigens volstrekt nodeloos daar het ontworpen koninklijk besluit in geen enkel geval "afbreuk zou kunnen doen aan", dit wil zeggen zou kunnen afwijken van wetsbepalingen of zou kunnen ontslaan van de verplichting deze na te leven.

In werkelijkheid is artikel 9 strijdig met het beginsel van de universaliteit van de Rijksbegroting, hetwelk in artikel 115, tweede lid, van de Grondwet is verwoord, met het beginsel van de kaseenheid en met verscheidene bepalingen van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

De in artikel 9 van het ontwerp besloten regeling is ook strijdig met artikel 6 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, hetwelk bepaalt dat : "de inning van 's lands penningen alleen (kan) geschieden door een rekenplichtige van 's lands kas, en krachtens een wettelijk gevestigde titel".

De uitbetaling van de beëindigingspremies en de inning van hetgeen wordt terugbetaald door degenen die de uitkeringen hebben ontvangen, alsook de inning van de door de Europese Economische Gemeenschap uitgekeerde vergoedingen, welke bedoeld zijn in artikel 9, zijn dus onbestaanbaar

met de bepalingen van artikel 115 van de Grondwet en met de voornoemde bepalingen van de wetgeving op de Rijkscomptabiliteit.

Overigens bevat de in artikel 9 besloten regeling blijkbaar ook leemten in zoverre zij niet nader bepaalt hoe en door wie de inningskosten gedragen zullen worden, inzonderheid voor het geval dat de inning van sommige ontvangsten een rechtsvordering zal vergen, en evenmin hoe beslist zal kunnen worden dat sommige terugbetalingsvorderingen als onverhaalbaar aan te merken zijn.

Men moet dus wel tot de bevinding komen dat het artikel rechtsgrond mist.

Artikel 10 (dat artikel 8 wordt).

De tekst moet er rekening mee houden dat het in artikel 2 van het ontwerp vervatte voorschrift elders wordt opgenomen.

Artikel 11 (dat artikel 9 wordt).

De artikelen 4 en 5 (die de artikelen 3 en 4 worden) stellen geen termijnen maar data vast. Het zou dus juister zijn te schrijven "de in de artikelen (3) en (4) vastgestelde data kunnen door de Minister van Verkeerswezen worden verschoven".

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 12.-

Het koninklijk besluit van 29 november 1961 houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 augustus 1968, 21 december 1982 en 16 augustus 1983, wordt opgeheven. De artikelen 6, 7 en 8 blijven echter van toepassing op de sloopremies die de Minister van Verkeerswezen vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit heeft toegekend".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

A. VANWELKENHUYZEN,
P. FINCOEUR,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse teks werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebrach door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER

P. TAPIE.